FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 100 50 F

15 au 30 novembre 2000

► DOSSIER : **Lionel Jospin et le CRIF** (p.1-2)

► POLITIQUE : (p.3-4)

► LOBBIES : (p.5-7)

► DOSSIER: **Hold-up sur l'assurance-vie** (p.6)

► ETRANGER : (p.8-9)

► KIOSQUE : (p. 10-11)

► POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Annan K. p.9
Arafat Y p.1/4
Aubry M. p.3/9
Barak E. p.4
Barbie K. p.10
Bérégovoy P. 3/4
Blondel M.........p.3
Bongo O. p.7
Breker A. p.10
Bronfman E..p.2/4/8
Carrel A. p.10
Chedid L. p.1
Chevènement J.-P...p.1/3
Chirac J........p.3/10
Clinton B. p.8
Clinton H. p.8
Cresson E. p.1/3
Devedjian P.......p.1
Fabius L. p.1
Hajdenberg H. ..p.1
Hollande F. p.3
Hue R.............p.1/4
Jospin L. p.1/2
Kouchner B. p.3
Lang J. p.4
Leuchter F. p.11
Madelin A.........p.4
Mégret B...........p.3
Mellick J. p.4
Méry J.-C........p.10
Messier J.-M.....p.4
Mitterand F...p.2/3/4
Mongolfier E. de..p.5
Oppenheimer H. .p.8
Peres S. p.1
Peyrefitte R...p.10
Plantin J. p.11
Rodin A. p.11
Robertson G. ..p.9
Rocard M. p.1
Rohatyn F........p.1
Séguin P. p.1
Sharon A.........p.1
Sinclair A......p.10
Strauss-Kahn D..p.3
Tasca C. p.1
Thion S. p.11
Tibéri J. p.1
Toubon J. p.1
Vaillant D.....p.1/2
Veil S. p.1/2
Wagner R...p.8/11

DOSSIER LIONEL JOSPIN ET LE CRIF

A la différence des catholiques, des protestants et des musulmans qui ne sont jamais honorés ainsi, une récente tradition, instaurée par Laurent Fabius en 1985, impose désormais, chaque année, au Premier ministre de participer à un dîner de gala du Conseil représentatif des institutions juives de France, où il délivre, devant un parterre choisi de représentants de la communauté juive de France, d'hommes politiques et d'officiels israéliens, ses vues sur la situation politique française (alors qu'on attendrait des commentaires religieux), particulièrement dans les domaines des droits de l'homme ou de la lutte contre le racisme, et, en politique étrangère, sur le Proche-Orient. En pleine répression sanglante antipalestinienne, on aurait pu s'attendre à une certaine retenue, non seulement des participants, mais aussi de Lionel Jospin. Le 4 novembre, il n'en a rien été et jamais parterre n'aura été plus fourni (1), ce qui permit au *Parisien* (5 novembre) de titrer sur *Le Triomphe du CRIF*. On trouvera ci-dessous les principaux extraits de son discours, dans lequel il condamna, non pas l'attitude de Tsahal, dont le tableau de chasse dépasse les 200 arabes, mais l'action de l'Armée française durant la Guerre d'Algérie.

Avertissement : Voici les principaux extraits du discours qui a duré plus d'une demi-heure. Les passages supprimés sont indiqués par des crochets. Quelques passages ont été soulignés. Nos commentaires sont en italique. Ce discours a pris place après celui du président du CRIF, Me **Henri Hajdenberg**, qui eut des mots très durs pour la France, laquelle « s'est mise à nouveau hors-jeu » au Proche-Orient : « Vous aviez contribué personnellement à un rééquilibrage de la position française lors de votre visite à Jérusalem en février [*où Jospin qualifia une organisation palestinienne de « terroriste » et affirma : « Mon amitié pour Israël structure ma pensée politique »*]. Aussi pouvions-nous espérer de la France une autre politique que celle consistant à faire condamner Israël dans les instances internationales et à les désigner comme seul coupable des affrontements avec les émeutiers palestiniens, comme si ces émeutes s'étaient déclenchées spontanément [*elles le furent à la suite de la provocation du général **Ariel Sharon** sur l'esplanade des Mosquées, interdite sauf exception aux juifs*], comme si **Yasser Arafat** n'avait pas de responsabilité dans le refus des négociations de paix et les affrontements. »

Introduction

*En pleine intifada, présence au dîner du CRIF, initiative privée, valait approbation de la politique israélienne. Figuraient notamment, parmi les personnalités présentes à ce dîner, outre Lionel Jospin et son épouse, **Sylvie Agacinsky**, **Daniel Vaillant**, ministre de l'Intérieur, **Claude Bartolone**, ministre de la Ville, **Jean-Luc Mélenchon**, ministre de l'Enseignement professionnel, **Catherine Tasca**, ministre de la Culture et de la Communication, les anciens Premiers ministres **Edith Cresson** et **Michel Rocard**, les anciens ministres socialistes **Jean-Pierre Chevènement** et **Catherine Trautmann**, le député Vert **Jean-Luc Benahmias**, le ministre PRG de la Recherche **Roger-Gérard Schwartzenberg**, le secrétaire général du Parti communiste **Robert Hue**, les candidats à la mairie de Paris **Bertrand Delanoë** et **Jean Tibéri** (absence significative de **Philipppe Séguin**), les anciens ministres chiraquiens **Jacques Toubon**, **Michèle Alliot-Marie**, **Patrick Devedjian**, l'ancien président du Conseil économique et social **Jean Mattéoli**, le président RPR du Sénat **Christian Poncelet**, l'ancien ministre **Simone Veil**, le gouverneur de la Banque de France **Jean-Claude Trichet**, le ministre israélien de la Coopération régionale **Shimon Peres** et une vingtaine d'ambassadeurs (dont ceux du Maroc, de la Mauritanie et d'Egypte), dont, pour la première fois celui des Etats-Unis, **Felix Rohatyn**. En revanche, « on » avait fait savoir à **Leïla Chahid**, représentante de l'OLP, qui était officiellement invitée, qu'elle ne serait pas la bienvenue.*

Je suis heureux, Monsieur le Président, de renouer ce soir, pour la quatrième fois, notre échange à l'occasion de ce dîner, qui est un moment important de la vie publique française. Même si les liens personnels d'estime et d'amitié qui nous unissent sont beaucoup plus anciens, le dialogue […] me paraît toujours aussi utile et fécond. Dans la sincérité qu'autorise la sympathie authentique, nous pouvons avancer dans la réflexion sur des sujets qui intéressent au premier chef nos compatriotes juifs, mais

(Suite page 2)


SHOUT
SHARE
IT

PORTRAIT

(Suite de la page 1)

qui, au-delà, concernent la Nation toute entière. J'ajouterai que j'éprouve toujours un vif plaisir à retrouver dans cette atmosphère si chaleureuse que vous avez su créer, nombre de visages amis et des personnalités respectées.

Israël

Lionel Jospin ne débite que des banalités, la politique étrangère appartenant au «domaine réservé» du Président.

Les événements récents ont suscité déception, inquiétude et angoisse. Je ne méconnais pas, croyez-le, Monsieur le Président, la sensibilité que vous avez exprimée en parlant de la détresse du peuple israélien qui désespère de la paix. Je n'ignore pas non plus que du côté du peuple palestinien, la violence qui s'exerce exprime souvent le désespoir de ceux qui ont le sentiment que le temps passe sans que l'Etat attendu, dans des conditions de dignité et de liberté, voie le jour […] C'est pourquoi dès les premiers affrontements dans les Territoires palestiniens, la France et l'Union européenne ont appelé les deux parties à tout faire pour mettre un terme à la violence.

Les Conséquences en France

Les événements survenus au Proche-Orient ont eu dans notre pays des conséquences graves et déplorables. Vous venez à juste titre de souligner l'inquiétude, voire parfois l'angoisse, suscitée par les agressions commises ou les menaces ayant pesé sur des synagogues, des écoles ou des centres culturels juifs […] Je partage votre émotion devant ces violences inadmissibles. Je partage aussi l'indignation soulevée chez ceux qui ont vu, en France, au début de ce nouveau millénaire, plus d'un demi-siècle après les incendies de synagogues allumés par le nazisme en Europe, des incendies ou des tentatives d'incendie perpétrées contre des synagogues [*Aucune allusion n'est faite, et ne sera faite, aux auteurs, bien que tous ceux arrêtés soient d'origine maghrébine*] J'ai déjà eu l'occasion de souligner la détermination absolue de mon Gouvernement à lutter contre de tels actes. Ce soir, je le fais à nouveau, solennellement, devant vous. La protection des cultes est un devoir fondamental de la république laïque, comme l'est le combat contre toute manifestation raciste ou antisémite […] Face à ces menaces et ces violences, **Daniel Vaillant** a arrêté un ensemble de mesures de sécurité qui ont été présentées aux représentants de la communauté juive […] Dans une démocratie, il est assurément naturel que des solidarités puissent s'exprimer - vous vous êtes vous-même exprimé il y a un instant, Monsieur le Président, en soulignant l'étendue des liens familiaux, culturels et affectifs qui unissent nombre de Juifs français à l'Etat d'Israël - mais aucune d'entre elles ne saurait se traduire par une opposition puis une agressivité à l'égard de concitoyens […] Je compte sur l'esprit de responsabilité de chacun pour que les combats qui affligent le Proche-Orient ne soient pas répercutés, voire «mimés» sur le sol de la République. En particulier, le gouvernement s'opposera de toute sa volonté et de toutes ses forces à l'antisémitisme, quelles que soient les causes.

La Fondation pour la Mémoire de la Shoah

A chaque discours devant le CRIF, le Premier ministre délivre désormais des «scoops», comme l'année dernière l'indemnisation financière des orphelins de déportés juifs.

Depuis que nous nous entretenons régulièrement […], nous évoquons régulièrement ces dernières (pages sombres) et particulièrement celles qui ont été souillées par les crimes antisémites du régime de Vichy […] La Commission Mattéoli m'a rendu le 17 avril, après trois ans de travail assidu, son rapport définitif […] La première (recommandation) concerne l'instauration d'une commission chargée de répondre aux demandes de restitutions présentées par des victimes de spoliation (créée depuis lors) […] Comme je m'y étais engagé, le Gouvernement a jusqu'à présent toujours suivi les recommandations de la Commission. J'avais annoncé ici-même, l'an dernier, la deuxième mesure qui concerne l'indemnisation des orphelins des déportés juifs […] D'ores et déjà, près de 2 500 décisions d'attribution d'indemnités […] ont été prises. (Vis-à-vis de l'incompréhension des associations de déportés résistants), le Gouvernement a simplement entendu s'inscrire dans un processus spécifique engagé avec la reconnaissance tardive de la responsabilité de la France dans la persécution des Juifs […] Ma conviction est que doit être prise en compte spécifiquement la situation si douloureuse des enfants, orphelins de la déportation, qui ont connu, outre la difficulté d'être juif dans un pays (où existait des persécutions) […] la perte d'un de leurs parents […] La Commission Matteoli a enfin recommandé une fondation destinée à accueillir les fonds publics et privés qui ne pourront pas être revendiqués par des personnes privées […] L'intention du gouvernement est que les statuts puissent être publiés au plus tard en décembre […] J'ai indiqué à Mme **Simone Veil** que le gouvernement serait très heureux qu'elle accepte (la présidence) […] Elle participera également à l'éducation de nos enfants sur cette période et pourra être associée à certains des programmes d'intervention en milieu scolaire […] Outre l'Etat, qui apportera à la Fondation une dotation de 1,475 milliard de F […] l'ensemble des institutions publiques et privées concernées par les spoliations ont fait connaître au gouvernement leur plein accord quant à leur contribution à la Fondation. Certaines d'entre elles, notamment les banques françaises et la Caisse des dépôts et consignations ont même choisi d'aller au-delà des sommes fixées par la Commission. Avec une dotation de 2,578 milliards de F, la Fondation ainsi créée sera la plus importante jamais instituée en France […] Les contacts que j'ai eus au début de l'année à Stockholm avec le président du Congrès juif mondial, M. **Bronfman**, les entretiens récents du secrétaire d'Etat au Patrimoine **Michel Duffour** avec M. **Eizenstadt**, sous-secrétaire d'Etat américain au Trésor responsable dans son pays du dossier des spoliations, m'autorisent à penser que cette démarche est désormais comprise.

La repentance sur la Guerre d'Algérie

Lionel Jospin, qui milita en faveur de l'indépendance de l'Algérie, répond ainsi aux aspirations constantes du Parti communiste. L'Humanité du 31 octobre a publié un appel à la condamnation de la torture durant cette période signé par des «grands témoins» de cette guerre, c'est-à-dire pour l'essentiel des «porteurs de valises» du FLN.

La France a sans doute mis du temps et éprouvé quelque difficulté à regarder sa propre histoire avec lucidité - la lucidité, ce courage de l'intelligence. Regarder vers le passé, c'était se souvenir qu'en des heures sombres, les institutions de ce pays avaient failli. Le discours prononcé le 16 juillet 1994 par le Président de la République et la mise en place par mon prédécesseur de la commission Mattéoli ont permis de faire œuvre de lucidité et, parfois, œuvre de mémoire […] Aussi nous appartiendra-t-il sans doute demain de veiller à ce que d'autres moments sombres de notre histoire nationale fassent l'objet du même effort. Mon gouvernement l'a entrepris en ce qui concerne les événements tragiques du 17 octobre 1961 [*répression policière des émeutes arabes à Paris*], qui ont provoqué à Paris la mort de dizaines d'Algériens [*on notera la prudence, le PC parlant de plusieurs centaines de morts*]. La France devra continuer de le faire avec la même exigence. Je pense en particulier à l'appel qui vient d'être lancé par plusieurs intellectuels concernant l'emploi de la torture pendant la Guerre d'Algérie avec l'aval de certaines autorités françaises [*dont* ***François Mitterrand****, ministre de la Justice à l'époque*]. Je suis convaincu que ce travail de vérité n'affaiblit pas la communauté nationale. Au contraire, il la renforce en lui permettant de mieux tirer les leçons de son passé, pour construire son avenir.

Conclusion

La culture et la tradition représentées par vos institutions portent un message qui dépasse le religieux. Il s'agit de valeurs spirituelles qui renvoient aux exigences de liberté et de justice. Celles-ci exigent de notre part un engagement quotidien. En France, celui-ci prend la forme de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, du combat pour l'éducation et la culture, de l'action en faveur de la justice sociale. Dans le monde, ce combat est celui des droits de l'Homme, de la démocratie et de la mise en place d'une justice internationale […] La Charte des droits fondamentaux […] a plus d'une valeur symbolique : elle inscrit au cœur même du projet européen, la dignité humaine, la liberté, l'égalité et la solidarité. Elle affirme que l'Europe repose sur la démocratie, l'Etat de droit et le respect de la personne humaine.



POLITIQUE

► Voilà notre n° 100. Un chiffre symbolique, qui marque quatre ans et demi d'existence, certes avec des difficultés sans nombre (qui se multiplient de n° en n°), mais toujours sans procès mortel malgré des révélations à répétition (ce qui démontre *a contrario* leur véracité, les lobbies n'ayant qu'une ambition : nous faire taire). Soyez-en remerciés, chers abonnés, car c'est à vous seuls que *F&D* doit encore de paraître. Que tous ceux qui nous soutiennent (aussi bien en prenant des abonnements de soutien qu'en nous envoyant de la documentation) soient à nouveau remerciés. Comme chaque année, et sans doute cette année encore plus que les autres, faites un bon accueil à notre offre spéciale «abonnement de parrainage de Noël», qui vous permettra de faire connaître *F&D*, à un prix très réduit, à un ou plusieurs amis.

Malgré **François Hollande**, qui tente de calmer le jeu, le député socialiste **Arnaud Montebourg** va tenter de réunir les 58 signatures nécessaires pour demander la traduction du président de la République **Jacques Chirac** en Haute Cour. Il compte s'adresser notamment aux élus Verts et communistes.

Nomination très politique : le nouveau président de section à la <u>Commission de recours des réfugiés</u>, qui permet aux pseudo-réfugiés politiques de faire appel en cas de refus d'obtention d'une carte de séjour, est **Didier Motchane**, ancien secrétaire général du <u>Ceres</u>, ex-secrétaire national et ex-député européen du <u>Parti socialiste</u>.

► Le *Journal officiel de la République française* (9 novembre) a publié les comptes détaillés des divers partis politiques français pour l'année 1999. Le <u>Mouvement national républicain</u> a tourné sur un budget de 34,3 millions de F. Malgré le versement d'environ 9,9 millions de F de dons, 4 millions de cotisations et 2,5 millions de reversements d'élus, le parti de **Bruno Mégret** a accumulé 10,3 millions de F de dettes. Bénéficiant d'une dotation annuelle de 41,4 millions de F, le <u>Front national</u> a bénéficié d'un budget de 70 millions de F, avec une perte finale de 2 millions (les cotisations des adhérents se sont élevées à 3,4 millions de F et les versements des élus à 0,9 million). Par ailleurs, l'association de financement <u>Jean-Marie Le Pen-Cotelec</u> s'est constituée en formation politique, adoptant le nom de <u>Cotelec</u>. Son compte de résultat s'élève à 1,5 million de F, constitué exclusivement de dons de personnes physiques.

► Secrétaire général de l'<u>Association des amis de Jacques Chirac</u> et membre du conseil national du RPR, **Pierre Habib-Deloncle**, également ex-PDG de la <u>Banque Chaix</u>, a été discrètement mis en examen fin octobre pour «blanchiment aggravé, abus de biens sociaux et recel commis en bande organisée» dans le cadre d'une enquête portant sur un réseau de blanchiment entre la France et Israël.

► L'ancien ministre MDC de l'Intérieur **Jean-Pïerre Chevènement** a l'intention d'effectuer un voyage en Israël et dans les territoires occupés du 22 au 26 novembre.

► Fortes turbulences en vue à <u>Force ouvrière</u> : son secrétaire général **Marc Blondel** devrait quitter la direction de cette confédération à l'été 2001 : c'est à cette date qu'il doit devenir le nouveau représentant de la France au <u>Bureau international du travail</u> à Genève.

► Avec le chiffre de 14 241 agents de sécurité recrutés dans la police fin août, le chiffre de 16 500 ADS, dont nombre sont d'origine étrangère à une génération, auront été recrutés d'ici la fin de l'année par le ministère de l'Intérieur.

► Gauche caviar. 1) Enarque et agrégée de mathématiques, **Catherine Delmas-Comolli**, ex-directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Intérieur **Jean-Pierre Chevènement**, qui fut également conseiller de **Jean Auroux**, **Edith Cresson** et **Pierre Bérégovoy**, bascule vers le privé, en prenant la direction générale du groupe de casinos <u>Lucien Barrière</u>. 2)Le nouveau directeur des relations extérieures et institutionnelles de <u>Thomson-CSF</u>, **Jacques Delphis**, simple titulaire d'un DEA, a surtout été chargé de mission à l'Elysée (1994-1995) avant de rejoindre les cabinets de **Bernard Kouchner** et **Martine Aubry**. 3)Le nouveau président de <u>Mediapost</u>, qui gère les activités publicitaires pour les boîtes à lettres, est **Philippe Grangeon**, simple titulaire d'un Deug en histoire, mais qui fut surtout membre de divers cabinets ministériels socialistes (**Paul Quilès**, **Jean Auroux**, **Dominique Strauss-Kahn**, **Florence Parly**) et secrétaire confédéral de la <u>CFDT</u>, en charge de la communication.

► Grande victoire féministe : le président de l'Assemblée nationale, le socialiste **Raymond Forni**, vient d'obtenir l'utilisation du substantif féminin «rapporteuse» dans les documents du Palais Bourbon.

► Succédant à **Lucienne Bui Trong**, qui vient de signer un livre «à révélations» sur la violence dans les banlieues, *Violences urbaines : des vérités qui dérangent* (<u>Bayard</u>), le commissaire **Emmanuel Ponsard**, directeur départemental des Renseignements généraux de l'Essonne, comme chef de la section «Villes et banlieues» à la Direction centrale des RG. Né le 27 septembre 1956, il a débuté directement comme commissaire en 1984, étant notamment en 1912-1994 directeur départemental des RG de la Nièvre, le département fétiche de **François Mitterrand**.

► Faute de s'être recyclé à Paris, **Dominique Strauss-Kahn** a l'intention de figurer en seconde place sur la liste socialiste aux élections municipales de Sarcelles, qui sera conduite par son obligé **François Pupponi**, qui lui avait succédé comme maire lorsqu'il devint ministre des Finances et de l'Economie.

Gros délire d'**Albert Mallet**, ex-patron de *Radio Shalom* et propriétaire du magazine *Passages*. Cet ancien conseiller du ministre de l'Intérieur **Jean-Pierre Chevènement** assure savoir «de source sûre» que les récentes attaques de synagogues et de bâtiments communautaires sont «pilotées» par l'extrême droite «même si jusqu'à présent seuls des beurs ont été arrêtés» (*Actualité juive*, 9 novembre).

POLITIQUE

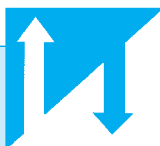
▶ Dans une conférence prononcée à Lyon à l'invitation de la section régionale de l'Institut des hautes études de défense nationale, l'ancien patron des services secrets français (sous **François Mitterrand**) **Pierre Marion** a fortement mis en doute le suicide de **Pierre Bérégovoy** : « Deux fait achoppent : la présence de deux balles dans la tête du Premier ministre et le délai de 2 heures mis par l'hélicoptère pour l'emmener de Neuilly au Val-de-Grâce. »

▶ Dans son livre *Excès de vitesse* (Calmann-Lévy), l'ancien ministre socialiste **Jacques Mellick** révèle pour la première fois que les grands-parents de son père étaient des Juifs de Minsk (où il s'est personnellement rendu pour s'incliner sur le site de la synagogue brûlée par la Wehrmacht). C'est, dit-il, quand il était au cours moyen que s'est forgé « son sentiment d'appartenance au judaïsme ». Par la suite, il devait « nouer ses premiers contacts avec la communauté juive, découvrant ses traditions, rue de Turenne, à la Bastille, à Belleville ».

▶ Avec 86% des sommes perçues, Afrique et Maghreb sont les deux viviers principaux des stagiaires et chercheurs accueillis en France par l'Egide, l'organisme qui gère depuis 1960 les quelque 20 000 bourses accordées par le ministère des Affaires étrangères chaque année, soit 395 millions de F.

▶ La politique de la Ville coûte de plus en plus cher, pour des résultats peu probants : **Claude Bartolone** a demandé à la Commission de la production de l'Assemblée nationale que le budget de son ministère passe à 40,9 milliards de F en 2001, alors qu'il ne s'élevait qu'à 20,8 milliards en 1998.

EN HAUSSE



EN BAISSE

● **Le Parti communiste de Vigneux**. Il n'est pas dans nos habitudes de dire du bien du Parti communiste, mais, pour une fois, n'étant sans doute pas au courant des consignes de Robert Hue, nous évoquerons la section communiste de cette commune de l'Essonne qui distribue dans les boites aux lettres un tract courageux, *Le Gouvernement israélien veut isoler la Palestine*, frappé au coin du bon sens. Cette prose s'est donc attirée l'ire des associations communautaires nationales. On y lit : « La loi du talion, selon Ehud Barak : une pierre lancée, dix rafales crachées ; un militaire blessé, 15 civils tués. Pour une dent, toute la gueule […] Peut-on parler d'affrontements lorsqu'un caillou répond à une balle, lorsque les morts sont d'un côté, les fusils mitrailleurs de l'autre ? »

● **Alain Madelin**. Le 9 novembre, devant les candidats aux élections municipales issus de l'immigration que Démocratie libérale va présenter, l'ancien cofondateur d'Occident s'est dit déterminé à défendre une « France plurielle », afin de développer une nouvelle facette du message libéral. DL doit être le « mouvement leader en matière d'immigration […] tant aux municipales qu'aux cantonales et aux législatives. » Soulignant qu'il n'existe pas de « race française » et que « la France s'est construite dans le pluralisme et la diversité », il a estimé que « si on aime la liberté, on doit aimer la diversité », réaffirmant qu'il n'était plus « de droite, mais libéral ». « Tout projet politique doit être aujourd'hui multicolore, aux couleurs de cette nouvelle France » a-t-il conclu en annonçant un prochain colloque sur « le métissage culturel ».

✋ Vifs remous à la Banque de France après que **Jacques Isabet**, maire communiste de Pantin, a laissé échapper que sa ville était l'un des sites retenus pour stocker les billets en euros (par milliards de coupures) avant leur diffusion dans le grand public. Un dossier pourtant top secret.

▶ Propriété de France Telecom, le superbe centre de formation Jambenoire de Poigny-la-Forêt, à proximité de Rambouillet, vient d'être vendu à l'association juive intégriste Beth Elicheva, qui va le transformer en pensionnat talmudique pour jeunes filles (ouverture en septembre 2001).

✸ Dans une note (tirée en hors-série du *Bulletin officiel de l'Education nationale*) adressée aux recteurs, inspecteurs d'académie et chefs d'établissement, de la maternelle aux lycées, le ministre de l'Education nationale **Jack Lang**, loin de s'inquiéter de la montée des violences physiques, condamne en revanche l'homophobie naissante et le sexisme à l'école. Rappelant que « l'école demeure un lieu privilégié de socialisation », le ministre, qui n'hésite pas à évoquer le cas très classique de l'élève que ses camarades « traitent de pédé », demande aux enseignants et chefs d'établissement « de réagir aux propos tenus en rappelant l'importance des notions de liberté, de respect et d'acceptation des différences quelles qu'elles soient […] Certaines expressions ont tendance à faire partie du langage courant et à être considérées comme anodines. Pourtant, elles sont l'expression d'une violence verbale sexiste et sexuelle, liée à une représentation stéréotypée de l'homme et de la femme, de la masculinité ou de la féminité […] Le sexisme recouvre aussi bien des réflexions moqueuses, des commentaires insultants, voire injurieux que des actes plus graves dont l'objectif est toujours de persuader qu'un sexe est inférieur à l'autre. »

▶ **Jack Lang** a également été saisi par plusieurs associations communautaires juives inquiètes du port du *keffieh* (écharpe à carreaux noirs et blancs), cher à **Yasser Arafat**, chez les élèves « beurs » qui souhaiteraient ainsi s'identifier aux Palestiniens. Si aucune interdiction n'a été prise pour l'instant, il n'en est pas de même du blouson doublé de tissus écossais (sans aucune inscription ni motif) désormais qualifié de « vêtement qui véhicule des idées violentes et racistes contraires aux règlements intérieurs de l'établissement et à la loi d'une façon plus générale » selon le directeur du lycée Majorelle de Tours (*Présent* du 1er novembre a publié la lettre d'interdiction). Il serait en effet le blouson préféré des *skin-heads* !

▶ Jack-pot pour **Edgar Bronfman Jr** (cf *F&D* 50 et 93), nouveau numéro deux de Vivendi-Universal. En plus d'un salaire annuel de 7,5 millions de F, l'héritier Seagram recevra une prime pouvant aller jusqu'à 22,5 millions par an selon les résultats du groupe, avec la garantie d'un versement minimal de 15 millions de F les deux premières années, et des stock-option à hauteur de 412 millions de F. Si le groupe de **Jean-Marie Messier** souhaite se séparer de lui, il recevra une prime de deux à trois fois son salaire de base et de l'objectif de ses primes annuelles.

LOBBIES

A la suite de diverses plaintes (*F&D* 94), le juge **Eric de Montgolfier** a fait perquisitionner le siège provincial de la Grande Loge nationale française de la Côte d'Azur, dirigé par **Bernard Merolli**. Ce, à la suite des 597 interrogations du fichier central de la police (le Système de traitement des infractions constatées, qui recense plusieurs millions d'infractions) par un obscur policier niçois membre de la Police aux frontières, **Alain Bartoli**, membre de la loge Lympia 2000 (dont il avait été exclu !) et qui se trouvait être le Grand Porte-Glaive de la province Côte d'Azur (équivalent de ministre de la Justice interne). A noter que son prédécesseur, comme Grand Porte-Glaive, était également policier.

▶ A la suite de la crise qui oppose la Grande Loge nationale française et le Grand Prieuré des Gaules-Ordres unis (le procès qui les opposait est pour l'instant au point mort, le tribunal, saisi en référé, ayant renvoyé, le 26 octobre, au fond), 45 loges du Rite écossais rectifié (qui travaillent désormais au quatre grades, et non à trois comme à la GLNF) ont déjà quitté la GLNF, dont Le Centre des Amis n°1, qui avait été la loge à partir de laquelle la GLNF s'était constituée à partir de 1913.

▶ Gérant jusqu'alors les grades supérieurs du Rite écossais rectifié en France, la Grand Prieuré des Gaules a perdu ses liens de reconnaissance avec le Grand Prieuré de Belgique et la Grand Prieuré indépendant d'Helvétie (qui dépend de la Grande Loge Alpina), qui régissent le RER dans leurs pays respectifs.

▶ Le nouveau comité exécutif du B'naï B'rith européen se compose d'**Yves Kamami** (vice-président), président de la section française du B'B', expansion, formation, relations publiques, publications ; **John Manheim** (vice-président), relations Europe, CPP, Israël, Ligue anti-diffamation ; **Valérie Bello** (secrétaire générale), culture, jeunesse, BBYO, Hillel, European Center of jewish identity, centres d'action communautaire ; **Paul Barth** (trésorier) ; **Armand Azoulai**, finances, collecte de fonds, fusion district 15/19 ; **Erika Van Gelder**, aide humanitaire à travers le Comité permanent pour l'Europe centrale et de l'Est ; **Emil Kalo**, appels d'urgence, publications, communication ; **Daniele Leoni**, Europe occidentale (à l'exception de la France et la Grande-Bretagne) ; **Michel Zaki**, Europe centrale et de l'Est, nouvelles démocraties.

▶ Le site Internet (d'extrême gauche) Amnistia (*www.amnistia.net*) a mis en ligne un étonnant document, évoqué depuis plusieurs mois sur les forums de discussion maçonnique : une lettre, datée du 12 décembre 1998, adressée par le Grand Secrétaire de la Grande Loge nationale française **Yves Trestournel** à un vénérable maître corse où il est indiqué qu'il faut exclusivement recruter «des Frères qui ne seront pas engagés dans les mouvements antinationalistes Corses». Ce qui veut dire que la GLNF (à laquelle appartient **José Rossi**, président DL de l'Assemblée territoriale) est opposé aux candidats favorables au maintien de la Corse dans la République et donc favorable à l'indépendance de l'île.

▶ L'affaire du Palais de la Méditerranée, l'un des deux grands casinos de Nice, rebondit avec la chute de l'alibi de l'ex-avocat **Jean-Maurice Agnelet**, soupçonné d'être étroitement mêlé à la disparition d'une des principales actionnaires, **Agnès Leroux**. Personnalité bien connue du milieu de gauche niçois, ce responsable local de la Ligue des droits de l'homme, mêlé au milieu du grand banditisme, s'est réfugié au Paraguay après sa condamnation dans d'autres affaires d'escroqueries. Il avait été inculpé en 1983 d'homicide volontaire avant d'obtenir un non-lieu en 1985. Selon *Libération* (31 octobre), pour la mère de la disparue (dont le corps n'a jamais été retrouvé), **Renée Leroux**, les juges successifs ont «carrément enterré l'enquête […] ce sabotage (étant lié) au compagnonnage maçonnique des juges niçois et d'Agnelet, vénérable de la loge locale du Grand Orient». Il s'agit en effet de la loge Imagination. Dans *L'Humanité* (24 avril 1999), Renée Leroux assurait déjà que «le bâtonnier, le juge qui instruit l'affaire, le commissaire principal de la sûreté niçoise sont francs-maçons… ainsi que (**Jean-Dominique**) **Fratoni**» (un malfrat qui guignait le casino). En voici une preuve supplémentaire avec cet extrait de l'annuaire (top-secret) de la Fraternelle Gamma, qui regroupait les élus locaux francs-maçons à l'époque.

Maître AGNELET J. Maurice C.M. de Cantaron
13, Cours Saleja, 06300 NICE - Tél. domicile : (93) ~~85 03 88~~

▶ Par ailleurs, le juge **Richard Bouaziz**, chargé de chapeauter l'enquête sur la disparition d'**Agnès Leroux**, aujourd'hui substitut général à la Cour d'appel de Paris, a finalement confirmé son appartenance à la Grande Loge de France (alors qu'il était avocat général à Marseille) tout en niant toute pression (*Nice-Matin*, 19 octobre).

▶ L'accession par les émeutes de **Laurent Gbagbo** à la tête de la Côte d'Ivoire doit beaucoup, non seulement au Parti socialiste (exilé en France dans les années 80, Gbagbo habitait chez **Guy Labertit**, aujourd'hui «Monsieur Afrique» du PS), mais aussi à l'appui des loges du Grand Orient de France, le nouveau président étant un «frère», en particulier dans les milieux militaires avec l'intervention de l'inspecteur général des Armées **Raymond Germanos**.

▶ Un Mouvement universel de restauration de la Synarchie (cette puissance obscure qui menaça l'Etat français) vient d'être créé à Montpellier. Il est dirigé par **Bernard Gineste** (président), **Jean-Eric Cabanes** (secrétaire) et **Serge Alimeck** (trésorier).

▶ La Licra est en train de passer des accords officiel de partenariat avec divers ministères de manière à pénétrer les instances décisionnelles. C'est ainsi que **Patrick Gaubert** a récemment signé un accord avec le ministère de l'Intérieur pour obtenir un siège dans les Commission départementales d'accès à la citoyenneté, et avec le ministère de l'Education nationale pour être présent dans les Comités académiques de suivi des bourses.

PORTRAIT

Hold-Up sur l'assurance-vie

Dans toutes les banques, compagnies d'assurances et autres sociétés de conseils financiers, c'est la panique depuis la mi-juillet. Une panique soigneusement cachée, puisqu'à ce jour, pratiquement aucun article de presse, y compris dans les publications spécialisées, n'a été consacré à la bombe potentielle qui concerne le premier placement des Français, l'assurance-vie par capitalisation et ses 3 000 milliards de F. Et ce, alors même que tous les services juridiques des sociétés intéressées et les avocats fiscalistes travaillent d'arrache-pied sur la question. Pendant ce temps, Laurent Fabius et ses services veillent, guignant de s'emparer d'une bonne partie du magot.

Bénéficiant d'exceptionnels avantages fiscaux (même s'ils ont déjà été rognés), en raison d'une part d'une exonération très importante des plus-values réalisées pendant la période impartie et d'autre part d'une quasi-exonération des droits de succession dans le cas d'un décès (les contrats souscrits par des personnes âgées de moins de soixante-dix ans bénéficient d'un abattement de 1 million de F par bénéficiaire, le solde étant taxé à 20 %), l'assurance-vie par capitalisation (qui n'a rien à voir avec l'assurance-décès, où les versements sont effectués à fonds perdus, sauf évidemment en cas de décès) est devenue, au cours des quinze dernières années, le placement préféré des Français, en particulier âgés car ils peuvent ainsi transmettre un capital exonéré de droits de succession à leurs ayant-droits. Le magot capitalisé, qui en attire plus d'un, représente plus de 3 000 milliards de F, c'est-à-dire largement plus que la capitalisation boursière de la place de Paris.

Et, c'est-là tout le problème du succès : toute une littérature (revues, plaquettes de présentation, propositions des banques, etc.) s'est développée pour conseiller l'assurance-vie comme un placement… alors même que pour qu'une assurance existe, il faut qu'il y ait un risque, donc un aléa, littéralement gommé des contrats. Sinon, dès lors, il ne s'agit plus d'une assurance mais d'un placement. Or les placements classiques ne bénéficient pas des avantages fiscaux et successorals accordés aux assurances-vie.

Comme l'écrit certainement mieux que nous, **Bernard Monassier**, l'un des notaires français les plus réputés, dans l'un des deux seuls articles (à notre connaissance) parus à ce sujet (*L'Assurance-vie, un long fleuve tranquille ?*, *Les Echos*), « les compagnies ont adapté leurs produits en les rendant de plus en plus attractifs. Mais d'opération aléatoire, de pure prévoyance, l'assurance-vie n'est-elle pas devenue un simple placement ? Dans le cadre d'une "temporaire-décès", le souscripteur verse des primes à une compagnie d'assurances qui, en contrepartie, si le décès intervient pendant la durée du contrat, s'engage à verser un capital. L'aléa tient au fait, pour la compagnie, que l'assuré décède pendant la durée du contrat, et pour l'assuré, qu'il soit toujours en vie à l'échéance du contrat et que ses primes soient perdues. Dans le cadre de l'assurance-vie dite "de capitalisation", le souscripteur verse des primes et, lors de son décès, la compagnie s'engage à verser au bénéficiaire les primes et la plus-value qu'elles ont générées, sommes desquelles sont retranchés les frais de gestion du contrat. Selon certains auteurs, une telle opération ne comporterait plus aucun aléa, ni pour la compagnie, ni pour le souscripteur. Or c'est sur cet aléa qu'est fondé le fait que l'assurance-vie ne soit pas comprise dans la succession du souscripteur. » En application de ses règles, une personne pouvait souscrire un contrat, dans une proportion « raisonnable » de son patrimoine, c'est-à-dire estimée à 40 % de ce patrimoine, en faveur de n'importe lequel de ses enfants, d'un ami ou de sa maîtresse sans que les héritiers puissent se retourner contre lui.

Or, c'est là l'élément essentiel de ce dossier, la première chambre civile de la Cour de cassation vient d'estimer que « les dispositions des articles L 132-12 et L 132-13 du Code des assurances ne s'appliquent pas aux contrats de capitalisation » dans un arrêt rendu en audience publique le 18 juillet 2000 et qui n'a toujours pas été publié (arrêt n° 1583, avec pourvoi n° M 97-21 535 rejeté de **Roger Leroux**, sous la présidence de M. **Lemontey**), qui concernait un litige relatif à une très modeste succession (moins de 250 000 F). Pour faire simple, trois des quatre enfants d'un défunt avait assigné le quatrième enfant au bénéfice duquel son père avait souscrit, comme ayant-droit en cas de décès, un contrat d'assurance-vie de 50 000 F. Or, l'arrêt de la Cour de cassation, les juges n'ayant sans doute pas mesuré l'ampleur de leur décision, a décidé que ce contrat devait être réintroduit dans la succession.

La Cour de cassation étant la plus haute autorité judiciaire française, tous les contrats d'assurance-vie du même type, c'est-à-dire par capitalisation, doivent désormais être réintroduits dans les successions… alors même qu'ils ont été évidemment choisis le plus souvent, contre d'autres placements, pour évidemment échapper aux droits successoraux. Il faudra au moins un article de loi pour faire changer cette décision. Ce qui ne pourra se faire, dans le meilleur des cas, c'est-à-dire avec un vote positif réformant le jugement, que dans plusieurs trimestres, voire plusieurs années. Et, en cas de rejet, deviendra la règle.

Dans tous les cas, les services fiscaux peuvent d'ores et déjà désormais réintégrer les montants des contrats d'assurance-vie par capitalisation dans toutes les successions, les assimilant au moins désormais à des donations déguisées. En outre, pourquoi ne pas désormais les taxer au même titre que les autres placements, puisque la notion d'aléa a disparu, même s'il existe une autonomie du droit fiscal vis-à-vis du droit civil et du droit des assurances ?

Ce changement de taille risque donc de mettre à mal une bonne partie du système d'investissement des Français, pouvant entraîner une véritable panique et la faillite de multiples compagnies. Est-ce là la raison de l'extraordinaire silence de la presse sur cette question. A notre connaissance, il n'est paru en tout et pour tout que deux articles alambiqués dans *Les Echos*, significativement placés dans les pages patrimoine/droit des successions, et non dans la partie assurance ou placements financiers. Outre celui cité, il en existe un autre de **Bruno Bédaride**, également notaire à Paris, sobrement intitulé *Les Contrats d'assurance-vie requalifiés en donation*, qui aboutit aux mêmes conclusions : « L'administration fiscale va-t-elle réintégrer d'office dans le calcul des droits de mutation toutes les sommes provenant des contrats quelle que soit leur date de souscription ? Les sommes versées sous forme de rentes continueront-elles d'échapper en tout ou partie à l'impôt sur le revenu ? »

Est-ce là-aussi l'extraordinaire raison du silence des compagnies d'assurances et banques qui se sont bien gardées d'en avertir leurs clients à qui elles avaient assuré, souvent comme principal argument de souscription, que ces contrats ne seraient pas inclus dans une succession ?



LOBBIES

► Le nouveau n° d'*Alpina*, organe de la Grande Loge Alpina de Suisse (dont l'homologue français est la Grande Loge nationale française) comporte un article très critique, signé par **Jean-Noël Cunéod**, orateur de la loge genevoise Lux Post Meridiem, sur *La Franc-Maçonnerie française aux prises avec les affaires politico-financières*, s'intéressant en particulier au cas d'**Alfred Sirven**, homme-clé de l'affaire Elf, résident permanent en Suisse de 1992 à 1998… et franc-maçon. C'est en 1956, lorsqu'il fut engagé par Mobil à la raffinerie de Frontignan, qu'il fut initié au sein d'une loge de Sète, Les Vrais amis fidèles, dépendant du Grand Orient de France. Il en aurait été exclu en 1993, officiellement pour… non-paiement de sa cotisation. Nombre des comptes secrets utilisés pour détourner des fonds (notamment au profit du Grand Maître de la Grande Loge nationale du Gabon, **Omar Bongo**) et alimenter ses réseaux portaient des noms maçonniques, comme «Minéral» ou «Végétal».

► Ancien conseiller régional d'Ile-de-France, ancien maire et conseiller général RPR de Lagny-sur-Marne, ancien membre du comité central du RPR, **Claude Avisse** est décédé le 19 octobre. Etroitement lié à l'implantation d'Eurodisney (il fut notamment président du Comité de suivi Eurodisney), il fut vénérable de la loge d'apparat Logos de la Grande Loge nationale française (où se retrouvaient notamment **Didier Bariani**, **Jean-Loup Morlé**, **Denis Blanchard-Dignac**, **André Rossi**, etc.). Il fut également le fondateur et le président d'une fraternelle maçonnique politique, le Cercle de Paris, installée avenue d'Ivry, à la Tour Tokyo, qui réunissait plus particulièrement des militants et hommes politiques chiraquiens et libéraux.



► Le *Scottish Rite Journal*, organe (interne) du Suprême Conseil du rite écossais ancien et accepté, qui régit les 33° aux Etats-Unis, a récemment publié une notice bigraphique d'un de ses frères illustres, l'acteur américain **Ernest Borgnine**.

► Ayant succédé à **Gustave Lambert Brahy**, avec l'accord de **Philippe Encausse**, le Grand Maître de l'Ordre martiniste de Belgique **Nicolas Leruitte** est décédé le 11 octobre.

► Saisies par les autorités allemandes, les archives de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (devenue tardivement la Licra, en rajoutant racisme à son intitulé) avaient été à nouveau saisies par l'armée soviétique. Elles viennent d'être rendues à la Licra, qui a passé un accord, pour leur gestion, avec le Centre de documentation juive contemporaine.

► La Licra vient d'être reconnue comme «organisation non gouvernementale» par le Conseil de l'Europe.

► Afin d'éviter les débordements de l'année dernière (qui avaient opposé l'armée et la police suisse aux manifestants antimondialistes), le Forum économique mondial (ou Forum de Davos) est en train de revoir sa stratégie de communication. Afin d'avoir de meilleures «retombées» et éviter les images intempestives, la presse internationale devrait être beaucoup plus largement intégrée et chaperonnée par le service communication.

► Regroupant plus de 400 élus de tous bords, l'Association des élus de France amis d'Israël, présidée par **Jacques Oudot** (le trésorier, **Simon Midal**, est un ancien président de la section française du B'naï B'rith), organise un voyage de soutien à Israël du 16 au 20 novembre. Bien évidemment, il n'est prévu aucune visite dans les Territoires occupés ou rencontre avec des officiels palestiniens. En revanche, il est prévu, pour le délassement, «une baignade dans la Mer morte avec bain de boue».

► Le document ci-dessous, dont certains pourraient croire qu'il s'agit d'un faux grossier, est extrait de *La Lettre du CICP*, le bulletin d'une association révolutionnaire tiers-mondiste d'extrême gauche (octobre 2000).

MOUVEMENT JUIF RÉVOLUTIONAIRE

L'Autriche a dépassé les bornes du supportable lors des élections du 3 février 2000 en choisissant un gouvernement comprenant la moitié de ministres d'extrême-droite.

L'antisémitisme ne disparait nullement en France et dans le monde.

Au contraire, dans tous les pays européens, il prend une dimension inquiétante, les propos et les actes antisémites et racistes, loin d'être isolés, sont monnaie courante de manière insidieuse voire ouverte.

Un sondage effectué en novembre 1999 montre même une progression du racisme et de l'antisémitisme en France (38 et 31 % le déclarent, une progression de 8 et 7%).

Il nous a donc paru urgent et indispensable d'apporter une réponse spécifique, précise et permanente contre cette dérive inacceptable.

De même la mondialisation et la globalisation de l'économie entraînent des replis nationalistes et xénophobes dans de nombreux pays. Les politiques nationales, même quand elles sont mises en oeuvre par des gouvernements sociaux démocrates, laissent dans la société des écarts se creuser de plus en plus entre ouvriers, salariés, fonctionnaires et la classe dominante, libérée de toutes contraines ayant trait aux frontières et à toutes formes d'exploitation rendues possibles par la nouvelle économie libérale mondialisée.

Le chomage et la précarité se banalisent ; le décervelage actif par grands groupes de l'audiovisuel, la répression policière restent de mise pour éviter les débordements inéluctables d'une société devenus égoïste par manque de perspectives.

C'est pourquoi nous voulons faire renaître un Mouvement juif révolutionnaire qui avait permis, au XXème siècle de défendre et de protéger de l'antisémitisme et du racisme toute une population d'Europe centrale et de la conduite d'une émancipation sociale et culturelle.

Ce mouvement juif laïc et révolutionnaire issu des Lumières doit, au XXIème siècle, se souvenir de son passé combattant glorieux, mais sourtout être de son temps et développer une réflexion grâce à la richesse intellectuelle de ses membres.

Nous devons mettre à l'ordre du jour Démocratie et Humanisme, tirer leçon des erreurs du passé pour modeler un avenir solidaire entre peuples.

Contact : mouv.juif.rev@wanadoo.fr
ou par courrier au CICP.

ETRANGER



Collusion Bronfman-Clinton

Dans un livre consacré aux fonds juifs déposés dans les banques suisses qui vient de sortir aux Etats-Unis, *Between the Alps and a Hard Place* (Washington, Regnery Publications), **Angelo Codevilla**, distingué professeur de relations internationales, affirme que **Bill Clinton**, et dans une moindre mesure son épouse **Hillary**, ont «orchestré une campagne de publicité» qui «caricaturait» la Suisse, afin de rendre service au président du Congès juif mondial, l'homme d'affaires **Edgar Bronfman**, qui avait donné la contribution la plus importante (plus de 7,5 milions de F) pour la réélection de Bill Clinton en 1996. Une confirmation du rôle du président américain est venue de sa propre femme. Au cours d'un banquet organisé en septembre 2000 à New York, elle a révélé, alors qu'elle était filmée par des caméras, avoir servi d'intermédiaire entre Bronfman et son mari : «J'ai demandé à Edgar Bronfman? : "Pouvez-vous vraiment faire plier les banques suisses?" Il m'a répondu "oui, mais seulement si nous avons l'appui de votre mari".»

Homme-porc

Alors que l'Europe en est encore à gravement débattre de la recevabilité de recherches sur le clonage, selon l'avant-dernier *London Sunday Times*, deux chercheurs, **Jonathan Leake** et **Nick Fieldin**, des sociétés Stem Cell Sciences (Australie) et Bio Transplant (Etats-Unis), ont extrait le noyau d'une cellule d'un cochon et l'ont remplacé par le noyau d'une cellule d'un embryon humain. L'embryon résultant contenait 97% d'ADN humain et 3% d'ADN de cochon. Considéré comme viable, l'embryon de cet «homme-porc» ne fut «arrêté», après implantation dans l'utérus d'une femme, qu'après une semaine de croissance embryonnaire.

Espionnage soviétique

L'ODCI, un organisme gouvernemental américain spécialisé dans les questions de sécurité nationale et de défense, vient de mettre en ligne (*www.odci.gov/csi/books/venona/part2.htm*) de très nombreux documents déclassifiés sur l'espionnage soviétique aux Etats-Unis durant et après la guerre. Il s'agit en particulier de câbles chiffrés transmis par des agents soviétiques en poste aux Etats-Unis, traduits et déchiffrés dans le cadre d'une opération de contre-espionnage baptisée Venona. Ces documents, évidemment ignorés des historiens français, démontrent que le savant atomiste **Harry Oppenheimer** livra par exemple les plus importants secrets du projet Manhattan (la bombe atomique américaine) tout en étant surveillé par le contre-espionnage ou que le KGB versa bien à **Julius Rosenberg** une prime de 4 000 dollars (l'équivalent de plusisuers centaines de milliers de francs actuels).

Révisionnisme

Expert réputé en sciences de l'éthique et rédacteur en chef du journal socialiste *Samenleving en Politiek*, le professeur **Koen Raes** de l'université de Gand (Flandres) s'est prononcé clairement il y a peu (dans la *Gazet von Antwerpen* du 20 septembre) pour la suppression des lois antirévisionnistes en Belgique, estimant que «l'on doit combattre les idées par les idées et non par la répression […] Une loi négationniste n'est pas nécessaire. En plus, cette loi rend difficile toute recherche historique. La loi suggère que la vérité historique au sujet du génocide commis par les nazis est un fait établi. Il n'en est pas ainsi. Il y a encore de nombreuses sources inexplorées, entre autres dans l'ex-Union soviétique. Constamment de nouvelles données se font jour qui doivent pourtant être étudiées.»

▶ Pour la première fois, un procès va être instruit en Roumanie contre un ancien responsable communiste, le colonel **Gheorge Craciun**, ancien officier de la police secrète (Securitate) accusé de la mort de 216 prisonniers politiques clairement identifiés, dans des conditions atroces, à la prison de Aiud, dont il fut le directeur de 1958 à 1964 (sur l'élimination des opposants roumains, on pourra consulter le poignant ouvrage de **George Dumitresco**, *L'Holocauste des âmes : relation inopportune d'un crime contre l'humanité*, Librairie du Savoir).

▶ Le site du principal lobby israélien aux Etats-Unis, l'American Israel Public Affairs Committee, a été «hacké» par des «crackers» islamistes (membres du Pakistan Hackerz Club), lesquels ont réussi à récupérer les numéros de carte bancaire, les adresses e-mails, les noms et prénoms des 700 principaux donateurs de l'AIPAC, qui ont ensuite été mis en ligne sur des sites pirates, au grand dam de leurs propriétaires.

▶ Disposant déjà du plus important programme spatial sud-américain (en termes budgétaires) et comptant parmi les dix puissances spatiales, le Brésil va multiplier par 2,5 son budget spatial de 2000 à 2001, tout en renforçant ses accords de coopération avec la France et la Chine de manière à acquérir le plus rapidement possible un savoir-faire technologique de haut niveau, tant dans le domaine civil que le domaine militaire.

▶ Diverses associations de «rescapés de l'Holocauste», soutenues par le Centre Simon Wiesenthal, ont obtenu l'interdiction, à Tel Aviv, d'un concert du Rishon Letzion Symphony Orchestra, exclusivement composé des Juifs israéliens, où devaient être joué des morceaux de **Richard Wagner**.

▶ Depuis le 1er octobre, l'avortement pour raison de viol est interdit au Mexique. L'avortement était jusqu'alors illégal dans la plupart des 31 Etats du Mexique, mais il y avait des exceptions quand il s'agissait de viol ou si la vie de la mère était en danger. Le texte de la nouvelle loi précise : «En tant que législateur, nous devons considérer non seulement le dommage et la peine de la mère qui a été violée, mais le plus grand mal que représente la mort d'un mineur innocent.» Une loi inspirée et soutenue par la présidente du tout nouveau Institut national de la femme, **Ana Cristina Fox**, la propre fille du nouveau président du Mexique **Vincente Fox**.

▶ A la suite d'un accord passé avec la Ligue anti-diffamation du B'naï B'rith, tous les nouveaux agents du FBI devront effectuer un cours d'éthique (*ethical training course*) s'étalant sur 15 semaines, avec visite obligatoire de l'Holocaust Museum.

▶ Chacun des commissaires européens gagne 102 200 F par mois (126 000 F pour le président), nets d'impôts, auxquels s'ajoutent une prime de résidence de 15% de leur salaire (soit 15 332 F), des frais de représentations (4 000 F par mois), des allocations familiales généreuses (5% du traitement), une protection sociale très avantageuse et une luxueuse voiture de fonction avec chauffeur.

ETRANGER

Horreur nucléaire

Alors que les bouches commencent à s'ouvrir quant aux monstrueuses techniques de guerre utilisées, lors de la Guerre du Golfe, par les Etats-Unis et ses alliés contre les Irakiens, et accidentellement contre ses propres soldats, en matière d'agents toxiques, neurotoxiques ou radioactifs, l'utilisation d'uranium appauvri est désormais avérée lors des opérations de l'Otan contre la Serbie.

Qu'est ce que l'uranium appauvri ? Une matière radioactive, produite en quantités importantes par la Cogema et utilisée dans le cadre d'applications civiles ou militaires. Il se présente sous la forme d'oxyde ou de métal. On le dit « appauvri » car sa teneur en isotope 235 est moindre que celle de l'uranium naturel (0,2 à 0,3 % contre 0,7 %), mais il s'agit d'uranium pur que l'on ne trouve pas dans la nature. Ce métal de forte densité est utilisé par les militaires pour la fabrication de projectiles très pénétrants (obus anti-chars par exemple). Au moment de l'impact, l'uranium s'enflamme et se volatilise, favorisant ainsi l'inhalation de microparticules très radiotoxiques. l'utilisation de ce type de munition provoque une contamination de l'environnement quasi définitive étant donné la période très longue de l'uranium (4,5 milliards d'années pour l'uranium 238) à moins que les sites ne soient systématiquement décontaminés. Les victimes sont bien sûr les militaires de terrain mais aussi les populations civiles.

Ce type d'armes a été utilisé pour la première fois durant la Guerre du Golfe en 1991. Après l'avoir longuement nié, l'Otan a finalement discrètement reconnu son utilisation durant la guerre contre la Serbie (donc, pour la première fois, contre des soldats et des populations européennes et non contre des Arabes, placé bien moins haut dans l'échelle raciale militaire américaine). Depuis plusieurs mois circulait sur Internet et dans les milieux Internet un document confidentiel envoyé en février 2000 (alors que la demande datait d'octobre 1999) par le secrétaire général de l'Otan **George Robertson** à **Kofi Annan**, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Nous pensons être les premiers (au moins en France) à publier les originaux de ce courrier que nos lecteurs qui lisent l'anglais apprécieront et dont nous traduisons les passages essentiels pour les autres : « Je peux confirmer l'usage de l'uranium appauvri (depleted uranium) durant le conflit du Kosovo. » 31 000 munitions et projectiles du type obus UA (essentiellement du calibre 30 mm), dont le secrétaire général ose affirmer qu'il s'agit de « sous-produits non-critiques (c'est-à-dire sans danger) de l'uranium, ont été utilisés dans une centaine de missions. « Il est impossible d'établir de manière certaine les endroits où les munitions UA ont été utilisées » même si une carte générale des zones contaminées, établie d'après les descriptions des pilotes après leurs opérations est annexée à la lettre.



Le vrai bilan Aubry

Sous le titre *Jamais depuis la guerre, un gouvernement n'a mené une politique aussi anti-familiale que celle de Martine Aubry*, la puissante Fédération des familles de France a dressé un bilan de la candidate PS à la mairie de Lille : 1) En arrivant au pouvoir, elle divise l'Allocation de garde à domicile par deux et place les allocations familiales sous conditions de ressources, pénalisant 600 000 familles qui deviendront… 700 000 lorsque cette mise sous condition de ressources sera remplacée par la baisse du quotient familial, non moins injuste. 2) Les allocations familiales n'ont cessé de baisser depuis trois ans. Condamnée par le Conseil d'Etat à revaloriser de 0,5 % les prestations familiales, elle fait annuler cette hausse par le Parlement. 3) La fille de Jacques Delors fait preuve d'indifférence vis-à-vis de la pauvreté des familles. La loi famille de 1994 prévoyait qu'au 1er janvier 2000, les prestations familiales seraient versées jusqu'à 22 ans. Cette mesure sera abrogée. 4) La loi contre l'exclusion ne consacre pas un article au 1,7 millions d'enfants vivant en France en dessous du seuil de pauvreté. S'y ajoutent encore le dopage des chiffres annoncés lors de ses trois conférences de presse (« 59 % de mensonges » selon FFF), l'absence totale de considération et de concertation avec les associations familiales « qui n'existent pas dans l'univers idéologique de Martine Aubry » et la mise à sac de la branche famille.

02

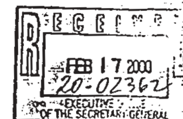
ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD



NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION

LE SECRETAIRE GENERAL
SECRETARY GENERAL

The Rt. Hon.
Lord Robertson of Port Ellen, PC
SG(2000)0108



BOULEVARD LEOPOLD III
B-1110 BRUXELLES

07 February 2000

Dear Kofi,

In further reply to your letter of 14 October 1999 I would like to provide you with the following information, compiled by NATO's Military Authorities and reviewed by the North Atlantic Council on the use of depleted uranium (DU) during Operation Allied Force.

I can confirm that DU was used during the Kosovo conflict.

DU rounds were used whenever the A-10 engaged armour during Operation Allied Force. Therefore, it was used throughout Kosovo during approximately 100 missions. The GAU-8/A API round is designated PGU-13/B and uses a streamlined projectile housing a sub-calibre kinetic energy penetrator machined from DU a non-critical by-product of the uranium refining process. The A 10s used DU rounds as part of their standard load. A total of approximately 31,000 rounds of DU ammunition was used in operation Allied Force.

The major focus of these operations was in an area west of the Pec-Dakovica-Prizren highway, in the area surrounding Klina, in the area around Prizren and in an area to the north of a line joining Suva Reka and Urosevac. However, many missions using DU also took place outside of these areas. At this moment it is impossible to state accurately every location where DU ammunition was used. Attached is a map providing the best available information as to the location of DU ammunition use.

I hope that this information will help the UNEP/UNCHS (Habitat) Balkans Task Force in its further work. I am looking forward to continued excellent cooperation between our two organisations.

Sincerely,
George

His Excellency
Mr Kofi A. Annan
Secretary-General
United Nations Headquarters
United Nations Plaza 2
New York 10017
USA

KIOSQUE

Pour se concilier les élus communistes, **Lionel Jospin**, d'un trait de plume, a décidé de porter l'aide gouvernementale de l'Etat, au titre des quotidiens à faibles ressources publicitaires (dont *Présent* est privée), à *L'Humanité* à 15 millions de F, doublant la somme par rapport à l'année dernière (7,9 millions), faute de quoi le quotidien communiste aurait été déclaré en faillite.

Dans *Les Lambertistes* (Balland), l'ex-trotskyste **Philippe Campinchi** révèle que **Pierre Marcelle**, influent éditorialiste de *Libération*, est l'un des anciens responsables du service d'ordre du Parti communiste internationaliste.

► Père tutélaire du *Nouvel observateur*, **Jean Daniel**, qui vient de sortir un énième tome de ses mémoires/journal intime/chroniques, envisagerait sérieusement de présenter sa candidature à l'Académie française.

► Venant de débarquer à *France 3*, avec la nouvelle émission *On ne peut pas plaire à tout le monde* (doublé d'*Un an de plus*, à partir de janvier), l'animateur **Marc-Olivier Fogiel** a débuté sa carrière à *Radio J*.

► **Florence Hartmann**, journaliste du *Monde* spécialiste des Balkans, vient de rejoindre, comme responsable du service de presse, le cabinet du procureur général du Tribunal pénal international, **Carla del Ponte, chargé de juger les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie.** Il est méconnu que cette journaliste, qui a signé un ouvrage très hostile au gouvernement serbe (*Slobodan Milosevic : la diagonale du fou*, Denoël, 1999) est mariée à un Croate du nom de **Domankusic**.

► Foire d'empoigne au Conseil supérieur de l'audiovisuel, où trois postes seront à renouveler en janvier 2001, outre le départ de **Véronique Cayla**, **Jacques Chirac** (qui ne rêve que de se venger de FR3 coupable d'avoir diffusé la vidéo de **Jean-Claude Méry**) doit en nommer deux, dont le président, le président du Sénat un et le président de l'Assemblée nationale également un.

► Décès, le 6 novembre, de l'écrivain **Roger Peyrefitte**, proche ami - entre autres - du sculpteur allemand **Arno Breker**. Féru de l'Antiquité, ce diplomate s'attira la haine de la critique pour avoir osé publier deux intéressants essais très documentés, *Les Fils de la lumière* (sur la franc-maçonnerie) et *Les Juifs*, ouvrage qui lui valut un procès de la famille **Rothschild**.

► Ancien journaliste à *Je suis partout*, *Le Cri du peuple* et *Le Pilori*, **Jean-Henri Azéma** est récemment décédé à Buenos Aires (Argentine), où il dirigeait le marketing de L'Oréal. Responsable du PPF, membre de la division SS Wallonie puis de *Radio-Patrie*, il est le père de l'historien de gauche **Jean-Pierre Azéma**, spécialiste de l'Occupation, qui vient de cosigner *La France des années noires* (Seuil).

► A l'occasion de son 2 500e n°, *Rivarol* (1 rue d'Hauteville, 75010 Paris) a publié un quatre pages spécial, *Le Roman de Rivarol*, retraçant l'histoire de cet hebdomadaire national.

► Directeur général de la chaîne *Histoire*, qui diffuse depuis le 29 octobre le procès de **Klaus Barbie**, **Philippe Chazal** a expliqué à *Actualité juive* (9 novembre) pourquoi il avait choisi **Anne Sinclair** pour assurer la présentation de cette série : «Anne Sinclair est quelqu'un que j'admire beaucoup sur le plan professionnel et aussi humain. Je savais par ailleurs qu'elle s'était engagée personnellement dans le combat pour que ce procès existe, pour que cette loi de 1985 existe, donc elle avait la légitimité nécessaire pour présenter les émissions.»

► Une nouvelle formule de la revue écologique identitaire *Le Recours aux forêts*, dirigée par **Laurent Ozon**, sortira le 1er décembre (BP 9, 95240 Cormeilles-en-Parisis). On y trouvera notamment un entretien avec le philosophe allemand **Eugen Drewermann** sur les relations entre christianisme et écologie et un hommage au philosophe suisse **Robert Hainard**, chantre de l'écologie «dure».

► *Fideliter* (rue St Jacques de Bézégond, BP 88, 91152 Etampes) publie dans son nouveau n° un dossier critique sur l'association para-catholique Tradition Famille Propriété.

► Excellent dossier sur **Alexis Carrel**, qui remet les pendules à l'heure, dans le nouveau n° de *Le Maréchal*, la revue de l'Association pour la défense du maréchal Pétain (ADMP, 5 rue Larribe, 75008 Paris. tel. : 01 43 87 58 48).

► Le n° 2 de *Tribune musicale*, le trimestriel de la musique identitaire et libre, vient de sortir. On y trouve toute l'actualité du «rock identitaire français» (c/o *Fier de l'être*, BP 22, 991360 Epinay-sur-Orge).

► *La Bible trahie* de **Daniel Raffard de Brienne** (Editions Rémi Perrin, 46 rue Ste Anne, 75002 Paris), examine les évolutions des éditions des Ecritures, particulièrement depuis Vatican II, et notamment la fameuse «Bible antijuive» (bien que de gauche) contre laquelle la Licra s'était portée partie civile.

L'éditeur de poche Pocket sort le 16 novembre un coffret d'histoires courtes à offrir pour Noël, dont les bénéfices seront versés au Secours populaire français.

► Edité par Plon, *Le Voyage d'automne octobre 1941, des écrivains français en Allemagne* de **François Dufay** retrace, dans le détail, le périple de **Marcel Jouhandeau**, **Jacques Chardonne**, **Ramon Fernandez**, **Pierre Drieu La Rochelle**, **Robert Brasillach**, **André Fraigneau** et quelques autres écrivains dans l'Allemagne nationale-socialiste de 1941, à l'occasion du «colloque de Weimar» (bibliographie).

► Aux Presses de la Renaissance, sortie de *Faussaires de Dieu*, de **Joachim Bouflet**, consultant auprès de la Congrégation pour les causes des saints. Remarquablement documenté et publié avec l'imprimatur, l'ouvrage, qui suscite la polémique dans les milieux catholiques, étudie en détail les vraies et surtout les fausses apparitions mariales, révélations et prodiges, de San Damiano à Medjugorge (bibliographie, index).



KIOSQUE

► Le Mouvement national républicain (15 rue de Cronstadt, 75015 Paris) vient de placer en kiosque son programme détaillé en 186 pages, *Pour que vive la France*.

► L'historien révisionniste **Jean Plantin**, dont le DEA à l'université de Lyon II vient d'être scandaleusement annulé 9 ans (!) après sa tenue pour un obscur vice de forme, publie, sous le titre *Cruelles Moissons, La guerre d'après-guerre des Alliés contre le peuple allemand*, la traduction d'un remarquable ouvrage de **Ralf Franklin Keeling** paru aux Etats-Unis dès 1947, **Gruesome Harvest, The Allies' Postwar Against The German People**, qui retrace le véritable génocide des populations allemandes après la victoire alliée (index) ou comment les Etats-Unis et leurs alliés tentèrent d'exterminer un peuple (45/3 route de Vourles, 69230 St-Genis-Laval)

► Maisonneuve & Larose sort un essai de **Jean-Pierre Biondi**, *La Mêlée des pacifistes, 1914-1945 la grande dérive*, qui retrace l'épopée de ces nombreux militants de gauche, d'extrême gauche, anarchistes et pacifistes qui, écœurés par la boucherie de la première Guerre mondiale, tentèrent de sauver la paix devant les menées des bellicistes en 1938-1939 (bibliographie, index).

► Spécialiste de la période de l'Occupation à Lyon, **Gérard Chauvy**, poursuivi pour ses écrits iconoclastes sur l'affaire de Caluire (**Jean Moulin**, **Raymond Aubrac**, **René Hardy**), publie chez Flammarion *La Croix-Rouge dans la guerre 1935-1947*, une fine analyse de l'action de cette organisation humanitaire dans un monde en folie, de la guerre civile espagnole à la répression stalinienne à l'Est (index).

► Le Cherche-Midi a eu l'heureuse idée de regrouper les chroniques de *Valeurs actuelles* de l'écrivain sportif **Louis Nucéra**, décédé accidentellement cet été, sous le titre *Une Bouffée d'air frais*.

► Le diplomate **Dominique Decherf**, utilisant de nombreuses archives méconnues, signe, chez Bartillat, une excellente et solide biographie de Jacques *Bainville, L'intelligence de l'histoire*, l'un de nos meilleurs historiens issus de l'Action française (bibliographie des travaux, index).

► Chez Gallimard, sortie de la traduction de *Les Wagner, une histoire de famille*, par **Nike Wagner**, arrière-petite-fille de **Richard Wagner**. Une rapide histoire sans grandes révélations de la famille Wagner, vue de l'intérieur, qui, depuis quatre générations et malgré la défaite de 1945, a réussi à conserver le contrôle du Festival de Bayreuth.

✷ *L'Enquête explosive* de **Paul Barril** (Flammarion) retrace, dans le détail, la fameuse affaire **Hazan**, du nom de ce PDG de Phonogram enlevé en 1975 par des militants nationalistes, pour l'essentiel membres du Parti des forces nouvelles. Le «cerveau» de l'opération, **Hugo Brunini**, devait par la suite devenir le conseiller privé de la femme du président **Houphouët-Boigny** et le responsable des jeux de hasard de la Côte d'Ivoire.

► Ancien titulaire de l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, l'abbé **Aulagnier**, aujourd'hui à Bordeaux, termine un livre d'entretiens avec l'abbé **de Tanoüarn**.

► Spécialisée dans la diffusion d'ouvrages catholiques de tradition (en particulier des Editions Clovis), la Librairie Saint-Nicolas change son nom en France Livres (6 rue du Petit Pont, 75005 Paris. Tel. : 01 43 25 36 67).

✋ Les *Bourgeois* à la dérive. Mal signalée, masquée par des arbres, souillée par les pigeons et les graffitis, la version des *Bourgeois de Calais* d'**Auguste Rodin**, installée à proximité du palais de Westminster, est dans un état lamentable. Les six experts du National Art Collections Fund ont estimé que sa survie n'était dûe qu'à l'épaisse couche de crasse et de cire qui l'enrobe.

► Intéressant entretien de l'actrice **Elsa Zylberstein** (aujourd'hui avec **Antoine de Caunes**) à *EuroJMagazine* (novembre 2000) : «Mon père est juif, ma mère ne l'est pas, mais j'ai été élevé dans la religion juive, à part qu'à Noël, on mettait un arbre pour ma mère […] Comme je n'avais que des amis juifs, je ne comprenais pas l'intérêt d'aller au catéchisme et j'ai dit : je suis juive. J'ai porté une étoile et j'ai commencé à faire Pessah, Kippour et je ne comprenais pas pourquoi on ne faisait pas Hannoukah à la maison.»

► A la demande de divers abonnés, le film-documentaire *Mr Death*, consacré par **Errol Morris** au révisionniste américain **Fred Leuchter**, expert en chambres à gaz homicides, n'est visible que dans un unique cinéma parisien : Le Lucernaire Forum (53, rue Notre Dame des Champs, 75006 Paris, tlj à 18 H). A noter que le site Internet officiel du film (*http://www.mr-death.net*) renvoie par lien au *rapport Leuchter* interdit en France !

► Extrait d'un entretien à *VSD* (21 septembre 2000) de l'animateur de *TF1* **Jean-Pierre Foucault** : «Maman a perdu toute sa famille dans les camps. Même si cette religion (sic) se transmet par la mère, je ne me sens pas spécialement juif. J'ai été baptisé, j'ai fait ma communion solennelle. C'était le choix de mon père et je le respecte. Mais en vieillissant, je supporte de moins en moins les attaques faites contre les Juifs. Je deviens vigilant.»

► Radié du CNRS à 58 ans, l'universitaire révisionniste d'extrême gauche **Serge Thion** vient de mettre en ligne toutes les pièces (et nombre sont croustillantes ou accablantes : on y trouve même des lettres de dénonciation à son égard d'autres chercheurs, dont celle d'un chercheur israélien affecté au CNRS !) de son procès en sorcellerie : *http ://perso.wanadoo.fr/cnrsvsst*

► Vif essai critique sur le pseudo antiracisme, *Le Racisme antiblanc* de **Bruno Gheerbrant** est entièrement téléchargeable gratuitement sur le site Internet : *www.racismeantiblanc.bizland.com/*

► Amusant (et très efficace) site au titre explicite Anti-racailles consacré aux modes vestimentaires, parler, tags et pratiques des «jeunes» et des «beurs» : *www.anti-racailles.fr.st*



POLITIQUEMENT INCORRECT



Aucun journal ne s'est risqué à reproduire cette publicité de Carrefour pourtant largement parue dans la presse… en mars 2000, dans laquelle cette chaîne d'hypermarchés assure avoir supprimé totalement la vente de viandes d'animaux nourris partiellement aux farines animales ou aux hormones de croissance.



▶ Selon le dernier rapport de l'Association américaine des pédiatres, les enfants américains regardent la télévision en moyenne 23 heures par semaine (contre 21 à 22 heures pour les adolescents). Avant d'atteindre leurs 18 ans, ils auront regardé 360 000 publicités, 200 000 actes de violence (il y a en moyenne cinq actes de violence à l'heure). Arrivés à l'âge de 70 ans, ils auront regardé environ 7 à 10 ans de leur vie la télévision.

▶ Les prix Ig-Nobel, espèces d'anti-prix Nobel, sont délivrés chaque année par une docte assemblée de scientifiques réunis à Harvard. Cette année l'IG-Nobel de la Paix a été décerné à la marine britannique. pendant l'entraînement, les artificiers se contentent de crier «bang !» afin d'économiser les projectiles.

▶ *La Cote des prénoms 2001* (qui vient de sortir chez Balland) établi par **Philippe Besnard**, directeur de recherches au CNRS, et **Guy Desplanques**, démographe à l'Insee, indique que **Mohamed** arrive en tête du palmarès en Seine-Saint-Denis.

▶ Depuis quatre ans, la Suisse est mise au pilori pour son attitude envers les Juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Selon les chiffres publiés par la Commission Bergier (établis d'après les spéculations d'un unique archiviste fédéral, **Guido Koller**), l'Etat helvète, neutre, avait refoulé 25 000, voire 30 000 Juifs menacés qui se présentaient à ses frontières. Après trois ans d'enquêtes approfondies aux Archives cantonales genevoises (*www.geneve.ch/archives*), les historiens de l'officielle Commission Santschi ont ramené le nombre des refoulés à 3 000, soit dix fois moins.

Il est possible de lire une disquette informatique même découpée. Un mari, qui était soupçonné par la police d'avoir tué son épouse, avait découpé en 23 petits morceaux la disquette sur laquelle il stockait les lettres envoyées à sa maîtresse ainsi que la lettre à son assureur. Le département des enquêtes informatiques du Department of defense Computer Forensics Laboratory, qui possède une section de «chirurgiens du bit», a été capable de récupérer les 23 supports numériques différents et de les rassembler, fournissant ainsi le mobile du crime.

▶ Extrait d'une dépêche de l'*AFP* (1er novembre) sur la vie difficile des Juifs éthiopiens en Israël : «Dans les discothèques israéliennes, ils nous refusent l'entrée. Ils nous disent que c'est un club privé, mais c'est parce qu'on est noir.» Mais que font la Licra et SOS-Racisme ?

▶ Aux jeux paralympiques de Sidney, l'espagnol **Sebastian Rodriguez** a réussi un très bel exploit en raflant cinq médailles d'or en natation. Se déplaçant en fauteuil roulant, il avait déclaré au Comité international paralympique avoir subi un grave accident de voiture. En réalité, cet ancien membre des Groupes de résistance antifasciste (GRAPO) avait été condamné à 84 annéesde prison pour sa participation au meurtre d'un homme d'affaires. Il est devenu invalide à la suite d'une longue grève de la faim menée en prison, ce qui a provoqué son élargissement. Malgré ce «petit mensonge», les organisateurs ont décidé de lui laisser ses médailles, car «si nous commençons à rejeter des athlètes en raison de leur conviction politique, morales ou religieuses, nous n'en sortirons pas». On imagine les propos si ce terroriste avait été un «affreux d'extrême droite».

▶ *La Lettre de l'économie du sport* révèle la naissance d'une nouvelle forme d'EPO, prélevée directement sur des cadavres frais, dans les cellules des reins. Réinjectée chez les sportifs pour augmenter la synthèse de cette substance dopante, cette hormone devient «naturelle» et est donc beaucoup moins détectable aux contrôles.

Faits & Documents, bimensuel édité par Faits & Documents, BP 254-09, 75424 Paris cedex 09, France. Tel/fax : 01 40 16 80 92
Directeur de publication : Emmanuel Ratier.
© Faits & Documents 2000. Reproduction strictement interdite. E-Mail : *eratier@faits-et-documents.com*
Mis en page par Rivoal Communication. Commission paritaire N°76-548. ISSN 1268-5690. Imprimé par Dalex, Montrouge.
Abonnement annuel (21 nos + 1 index) : 495 F (soutien : 650 F); 6 mois (10 nos) : 300 F; 3 mois (5 nos) : 200 F.